



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Femmes & développement
- OGM

GEOGRAPHIES

- Inde
- Maghreb

ORGANISATIONS

- Investisseurs institutionnels
- BIT

DEBATS SUR L'AIDE ■ Relationships for aid ■ World Development Report 2007: Development and the Next generation
■ Peuplement et monde réel : plaidoyer pour un nouveau paradigme de l'aide

A NE PAS MANQUER ■ Histoire de l'assimilation : des « vieilles colonies françaises » aux départements d'outre-mer. La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIX^e et XX^e siècles)
■ The Economics of Climate Change
■ Nanomonde entre science et fiction. Quelles visions du futur ?

Editorial

Eau et sécurité : un défi majeur du développement

Un habitant sur cinq de la planète n'a pas accès à l'eau potable et un sur deux ne bénéficie pas de connexion à un réseau d'assainissement.

De six milliards d'habitants en 2000, la population mondiale devrait passer à huit milliards en 2025. La quantité moyenne d'eau douce disponible, 6 600 m3 par habitant et par an, chuterait d'un tiers. Plus de la moitié de l'humanité serait exposée au « stress hydrique », seuil d'alerte établi par les Nations unies au-dessous de 1000 mètres cubes par habitant et par an. Par ailleurs, les aquifères sont de plus en plus surexploités et pollués, alors que l'eau douce ne représente que 3 % des ressources hydriques disponibles à l'échelle planétaire et les problèmes liés aux changements climatiques affecteront essentiellement la ressource en eau.

Face au risque mondial de pénurie d'eau douce, les rencontres internationales se multiplient. Comment protéger les écosystèmes, partager les ressources, gérer les risques, évaluer le prix de l'eau, la gérer ? Les enjeux de la gestion des ressources en eau s'inscrivent en termes sanitaires, alimentaires, sociaux, économiques, financiers, environnementaux, politiques et géopolitiques. Ces priorités, à l'échelle planétaire, ont pris toute leur dimension dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) pour 2015. L'engagement des Etats-membres de l'ONU à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à un assainissement élémentaire, d'ici 2015, constitue un tremplin vers l'ambitieux et crucial projet pour un développement durable : garantir la sécurité de l'eau dans le monde en 2025. Adopté par le Partenariat mondial de l'eau, ce programme inclut l'irrigation, le traitement des eaux usées, les effluents industriels, la gestion des ressources en eau et l'environnement.

Le Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable « Partenariats public-privé dans la distribution de l'eau et de l'assainissement - Evolutions récentes et nouvelles opportunités » s'est déroulé à Paris, les 29 et 30 novembre 2006. Organisé par l'OCDE, en coopération avec la Banque mondiale et l'AFD, cette réunion a rassemblé des opérateurs privés et des représentants des pouvoirs publics des pays de l'OCDE et de pays en développement. L'accent a été mis sur les mesures pouvant permettre au secteur privé de jouer un plus grand rôle dans la réalisation des OMD relatifs à l'eau, notamment sur les partenariats et moyens à mettre en œuvre avec les compagnies des eaux privées *locales* pour assurer la distribution d'eau potable et un assainissement élémentaire à des prix abordables dans les zones rurales et périurbaines. Les participants se sont penchés sur des exemples donnés par des pays comme l'Argentine, la Chine, où le nombre de projets et partenariats public-privé dans le secteur de l'eau est en augmentation.

Défis mondiaux

Femmes & développement

L'ouvrage

Les petites jachères des femmes : condition féminine et travail agricole au Burkina Faso (Sud-Ouest)

Traoré S., 2006, 255 p. - Cote H6.075

Façonnées par plusieurs millénaires d'agriculture itinérante sur brûlis, les sociétés d'agriculteurs des savanes de l'Afrique occidentale ont élaboré des systèmes de production et des civilisations agraires de haute civilisation. La production reposait sur une division du travail par sexe, réservant les travaux agricoles aux hommes et la cueillette dans les espaces non cultivés aux femmes, en charge également des activités de transformation. Ces sociétés ont souvent gardé une dichotomie entre les champs et la cité (dite à tort « village » en français) d'une part, et les jachères, brousses et forêts, d'autre part. Cette opposition fondait les relations entre les sexes et structurait les activités économiques et sociales. Aujourd'hui, avec le développement, on assiste à une véritable révolution agricole qui bouleverse les vieux équilibres entre la société et la terre, entre hommes et femmes. Ces dernières se trouvent profondément impliquées dans la culture des champs et, dans la phase historique actuelle, elles sont défavorisées. Cet ouvrage pose les questions de l'accès à la terre, aux moyens de production et au crédit des femmes du Sud-Ouest du Burkina, à un complet statut de droits et devoirs d'agricultrices. Il expose également les conditions de leur participation pleine et entière à un développement qui ne se produira pas sans qu'elles ne soient impliquées comme acteurs et comme sujets.

Le rapport web

Vers l'espoir : les femmes et la migration internationale

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP), 2006, 116 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19823

Ce rapport dresse un état des lieux de la migration au XXI^e siècle. Il étudie tout particulièrement la situation des femmes migrantes estimées à 95 millions, soit la moitié

des migrants du monde, et le rôle considérable qu'elles jouent dans le développement de leur pays d'origine. Ainsi, la somme des rentes migratoires, c'est-à-dire des salaires qu'elles rapatrient, dépasserait sensiblement l'aide publique au développement (APD). Le rapport relève par ailleurs les dangers liés à la migration, tels que l'exploitation et la traite des femmes, mais aussi ses répercussions sur le développement du pays d'origine, beaucoup d'entre elles ayant été formées à des métiers sanitaires et sociaux. En effet, pour l'Afrique qui vacille sous le poids des maladies infectieuses, cet exode est souvent un véritable drame : tous les ans, 20 000 infirmières et médecins formés à grands frais par les pays africains quittent leur région.

L'article

Gender and growth in Sub-Saharan Africa: issues and evidence

Blackden, M., Canagarajah, C., Klasen, S., Lawson, D., Research Paper, n° 37, 2006, 27 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20070

Cette étude tend à montrer que les inégalités en termes de genre constituent une contrainte significative au développement de la croissance économique en Afrique subsaharienne et que l'abolition de ces barrières relatives aux questions de genre, devrait contribuer de manière substantielle à la réalisation du potentiel de l'Afrique. Les auteurs mettent en lumière les écarts existant dans le domaine de l'éducation, en relation avec les niveaux de fertilité, les écarts en termes d'emplois dans le secteur formel et l'accès à la production agricole, considérés comme des obstacles spécifiques à la participation féminine au développement économique. L'étude suggère que cette perspective constitue une étape dans la compréhension de la nécessité de la prise en compte du genre dans l'élaboration des politiques et que, de plus, une approche davantage centrée sur le genre contribuerait à réduire la pauvreté et augmenter la croissance.

Défis mondiaux

OGM

L'ouvrage

La querelle des OGM

Oury, J.-P., 2006, 303 p. - **Cote A2.115**

Les OGM sont-ils contre nature ? La transgénèse végétale est-elle inconciliable avec une politique de développement durable ? Pourquoi les « peurs » se cristallisent-elles sur ce sujet en particulier ? Comment expliquer que partout dans le monde la technologie progresse, alors que les opposants continuent de manifester leur mécontentement d'une manière de plus en plus radicale ? Après s'être interrogé sur l'origine de la querelle des OGM, Jean-Paul Oury étudie de près les controverses sur les risques sanitaires et environnementaux, et les avantages socio-économiques de la technologie, et montre que la querelle ne prendra fin que si l'on réussit à renouer le dialogue. Vouloir en finir avec la querelle des OGM, en effet, c'est vouloir distinguer parmi les discours ce qui relève de l'évaluation technique et du jugement de valeur idéologique. D'actualité brûlante, cette enquête interdisciplinaire - qui pose les questions du principe de précaution et du devoir de recherche et développement - donne aux consommateurs et aux décideurs les outils nécessaires pour rester maîtres de leurs opinions et responsables dans leurs choix.

Le rapport web

Global Status of Commercialized Biotech/Genetically Modified Crops : 2005

International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19008

En 2005, 8,5 millions d'agriculteurs cultivaient des plantes génétiquement modifiées sur près de 90 millions d'hectares. L'accroissement de la superficie des terres réservées à la culture de plantes génétiquement modifiées sera lié à l'acceptation prochaine, par la Chine, de cultiver un riz génétiquement modifié, à une demande pour l'homme et le bétail d'aliments génétiquement modifiés plus nutritifs, et à l'introduction attendue de nouvelles plantes ayant des qua-

L'AGENDA

- 1er décembre 2006 - Financer l'accès à l'eau
- 6-8 décembre 2006 - Quatrième forum mondial du développement durable, Sénat, Paris, France
- 12 décembre 2006 - Séminaire développement durable et économie de l'environnement, Iddri, Paris, France
- 12-15 décembre 2006 - Atelier international sur la gestion durable des bassins versants, Institut de recherche en agriculture et foresterie, Luang Prabang, Laos
- 17-19 décembre 2006 - Conférence sur la lutte contre la désertification et l'impératif international de politique de soutien, United Nations University, Alger, Algérie

lités souhaitables en vue de la production de médicaments et de biocombustibles. Les pays en développement s'intéressent de plus en plus aux cultures d'OGM et si la superficie de leurs terres cultivées en OGM ne représente qu'un tiers de la superficie mondiale, entre 2004 et 2005 elle a augmenté presque 5 fois plus vite que dans les pays industriels. Des pays tels l'Égypte, le Kenya, le Burkina Faso et le Mali seraient disposés à adopter la culture de maïs ou de coton transgéniques mais se heurtent à d'autres grands défis et notamment à un manque de fonds.

L'article

Afrique : menace des OGM, des ONG se mobilisent

AFRIKA.COM, 2006, 2 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20002

La coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copagen) et la coalition ivoirienne de bio-vigilance (CI-BIOV) se mobilisent contre l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) en Afrique. Pour ces deux coalitions d'ONG africaines, il y a un grand danger à laisser les multinationales des pays développés venir imposer ces produits aux pays africains. En effet, la production des OGM demande d'importants moyens financiers et techniques que les pays en voie de développement ne possèdent pas. Depuis les indépendances, les pays africains ont toujours eu du mal à financer leur recherche scientifique agricole. L'acceptation des OGM accentuera par ailleurs leur dépendance vis-à-vis des multinationales, des centres et laboratoires internationaux dans le domaine des semences et de l'alimentation.

Géographies

Inde

L'ouvrage

L'Inde, grande puissance émergente

Querstona internationales, n° 15, 2005, 128 p. - Cote PIN.020

En dépit de son gigantisme comme des problèmes liés à l'énormité de sa population ou à des retards persistants de développement, l'Inde a su enraciner la démocratie politique, stabiliser pour l'essentiel sa diversité culturelle et religieuse, lutter contre l'inégalité traditionnelle du système des castes, créer une classe moyenne, s'adapter à la mondialisation. Mais ce tableau ne doit pas faire oublier pour autant la persistance obstinée d'un système de castes, une violence politique intermittente mais endémique, une corruption rampante, des oppositions religieuses profondes, une pauvreté massive et difficilement réductible, le refus par l'Inde de régulations multilatérales importantes dans le domaine de la prolifération des armes nucléaires ou de la justice pénale internationale, un modèle de développement qui tient peu compte de l'environnement et un bilan mitigé en matière de protection des droits de l'homme. Entre ces deux visions, ce dossier se garde de conclure ou d'évaluer les dynamiques.

Le rapport web

L'état de la planète 2006 : gros plan sur la Chine et l'Inde

WORLDWATCH INSTITUTE, 2006, 277 p. - Cote WWI.06-1

La Chine et l'Inde deviennent des économies de premier plan et s'apprêtent à rejoindre les pays industrialisés en tant que consommateurs et pollueurs importants. Des débats ont lieu sur les voies à suivre pour aller vers un développement approprié. Le passage sans transition aux technologies et aux politiques publiques les plus modernes est envisagé et les modèles culturels qui prévalent dans les pays occidentaux sont parfois remis en question. Outre cette attention portée aux deux géants asiatiques, le rapport analyse les actions que peuvent accomplir les entre-

prises pour être socialement et écologiquement plus responsables. Il examine les implications socioéconomiques potentielles sur la santé et l'environnement des nanotechnologies, évalue les effets du développement à large échelle des biocarburants sur l'agriculture et l'environnement, décrit les sources de mercure, ses usages industriels et les risques que comporte sa propagation dans l'environnement. Il fournit enfin une vue d'ensemble de mesures pour sauvegarder des bassins hydrologiques en présentant des approches qui ont fait leurs preuves dans les villes, les villages et les régions agricoles de par le monde.

L'article

Inde. Le déshonneur d'avoir des filles

Dehais, B., Alternatives économiques, n° 245, 2006, pp. 40-43 - Cote ART.77

Les familles indiennes font tout pour ne pas avoir de filles, considérées comme un fardeau financier. Le développement économique du pays a même amplifié le phénomène. L'échographie et l'avortement sélectif ont remplacé un mode très ancien d'élimination des filles : l'infanticide. Mais on retrouve encore des filles, tout juste nées, étouffées dans des sacs plastique, étranglées ou noyées. Au Tamil Nadu, on les empoisonne avec la sève d'une plante toxique, la calotropis. Le plus fréquent est l'infanticide passif : les statistiques de santé indiennes montrent une nette surmortalité des filles avant 5 ans, car elles sont négligées, moins nourries et moins soignées que les garçons. Pour combattre l'infanticide, le gouvernement du Tamil Nadu a ouvert des centres de recueil des filles. De son côté, l'organisation non gouvernementale Search y a créé des comités de surveillance dans les villages, qui tiennent un registre des grossesses en cours, surveillent l'accouchement et la nutrition des filles jusqu'à six mois. Dans le district de Dharmapuri (Tamil Nadu), l'infanticide concernerait encore une naissance sur six.

Géographies

Maghreb

L'ouvrage

Intégration de la science au développement : expériences maghrébines

Khelfaoui, H., 2006, 246 p. - **Cote ZAN.024**

Les pays du Maghreb central font face à l'ère des sociétés et des économies du savoir, où la science est à la fois facteur essentiel de création de richesse et d'intégration dans un monde globalisé. S'inscrivant dans ce contexte, les entreprises tentent ici et là de valoriser leur propre potentiel de création technologique, tandis que des réformes et des aménagements touchant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et technologique sont engagés dans les trois pays. Dans les discours, le vocable « d'innovation », bien qu'entendu dans sa stricte dimension technologique, tend à se substituer à celui de « développement », confortant l'impression d'une ère de renouvellement. Ces réformes ayant 10 ans, il est permis, selon l'auteur de cet ouvrage, de s'interroger sur les conditions de leur mise en œuvre concrète, sur les résultats et les perspectives qu'elles ouvrent pour ces trois pays du Maghreb central.

Le rapport web

Energie et écodéveloppement en Tunisie

Ben Jannet Allal, H., 2006, 32 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20309

La Tunisie connaît une croissance économique importante. Cette croissance a profité à l'ensemble des catégories sociales du pays, comme en témoigne le recul de la pauvreté. Cette dernière ne concernait, en 2000, que 4,2 % des personnes qui vivaient en dessous du seuil national de pauvreté. La Tunisie a accordé une importance primordiale à une politique globale pour l'environnement. Le bilan est, aujourd'hui, assez satisfaisant dans le domaine de l'assainissement urbain, l'embellissement des villes et la conservation des ressources naturelles. Cependant, de pays excédentaire la Tunisie est devenu importateur d'énergie, conséquence de la stagnation, voire du déclin

L'AGENDA

- 1er-15 décembre 2006 - Sciences au Sud expo coton, MAE-IRD-CIRAD, Dakar, Sénégal
- 10-12 décembre 2006 - Colloque international : migrations, urbanisation et environnement entre Méditerranée et Afrique subsaharienne, Annaba, Algérie
- 11-13 décembre 2006 - Réunion plénière, GROUPE EURASIE, Moscou, Russie
- 12-13 décembre 2006 - « Mobiliser l'investissement privé en Afrique pour favoriser le développement » Initiative NEPAD-OCDE en faveur du développement, Direction des affaires financières et des entreprises, Brazzaville, Congo
- 20 juin 2006-16 mars 2008-Couleur Maghreb-exposition, Musée Albert-Kahn, Boulogne-Billancourt, France

de sa production pétrolière et de la croissance de la demande. Les ressources énergétiques qui ont contribué à la croissance dans les années 1980 sont devenues un fardeau. Les moyens mis en œuvre ne sont pas à la hauteur des enjeux et ne permettent pas d'exploiter de manière efficace le potentiel énergétique et le développement des énergies renouvelables.

L'article

Amélioration du climat des affaires en Algérie et au Maroc

Maghreb Sélection, n° 1330, 2006, pp. 1-2

Le rapport « Doing Business 2007 » publié par la Banque mondiale et la SFI fait état d'une amélioration des indicateurs relatifs à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie pour 2006. Pour l'Algérie classée 116ème sur 175 en 2006 (123ème en 2005), on note une amélioration au niveau de l'accès au crédit, du paiement des taxes et de la réglementation sur les faillites. Le rapport estime que l'informel représente 34,1 % du PNB. Pour le Maroc, classé au 115ème rang en 2006 (117ème en 2005), le rapport constate une amélioration au niveau de la création d'entreprises mais un léger recul pour ce qui concerne les facilitations du commerce international, de la protection des investisseurs et de l'imposition des sociétés. La part de l'informel est estimée à 36,4 % du PNB. La Tunisie occupe le 80ème rang (77ème en 2005). Le rapport note un léger recul en matière de création d'entreprises et un manque de transparence des transactions. L'informel représente 38,4 % du PNB.

Organisations

Investisseurs institutionnels

L'ouvrage

Les investisseurs institutionnels

Boubel, A. / Pansard, F., 2006, 122 p. - **Cote F2.035**

La décennie 1990 a consacré la montée en puissance des investisseurs institutionnels dans les pays développés. Ainsi, en France, les compagnies d'assurance-vie sont devenues en quelques années des acteurs majeurs du système financier ; aux Etats-Unis, l'industrie des *mutual funds* a connu un essor spectaculaire. L'objet de ce livre est d'étudier l'activité de ce type d'institutions financières et ses conséquences sur le fonctionnement de l'économie. Celles-ci sont nombreuses et importantes. Elles touchent d'une part aux grands agrégats macrofinanciers ; le patrimoine des ménages est de plus en plus soumis aux aléas des marchés financiers et de moins en moins liquide ; les entreprises et surtout les États font de plus en plus appel aux marchés de titres pour se financer, profitant du « recyclage » de fonds opéré par les investisseurs institutionnels. Elles touchent d'autre part au fonctionnement des entreprises, via l'apparition de nouvelles règles de gouvernance des entreprises, ainsi qu'à la formation des prix sur les marchés financiers.

Le rapport web

Rapport d'activité 2005-2006

ASSOCIATION FRANÇAISE DES INVESTISSEURS EN CAPITAL, 2006, 74 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20299

Selon le Président de l'AFIC (Association Française des Investisseurs en Capital), la profession a connu en 2005 une année record tant sur le plan de la levée de fonds que celui des investissements et des sorties. Elle a contribué de manière significative au financement de plus de 1 250 entreprises en France. Les entreprises dans lesquelles le capital investissement détient des participations emploient 6 % de la population des salariés du privé (environ 1,2 million en 2006). Selon ce rapport, celles-ci sont au

nombre de 4 000 et créent plusieurs dizaines de milliers d'emploi chaque année. C'est en investissant dans ces entreprises à forte croissance que cet organisme offre une rentabilité attractive aux investisseurs institutionnels et privés français ou étrangers. L'AFIC revendique un rôle essentiel dans la croissance économique, en investissant à moyen et long terme dans les entreprises françaises les capitaux collectés auprès d'investisseurs aussi bien français qu'étrangers. Toujours selon son Président, l'AFIC est unanimement reconnue tant par les pouvoirs publics, les instances de régulation et les organisations professionnelles que par les leaders d'opinion et les médias.

L'article

Rôle des investisseurs institutionnels et performances des entreprises tunisiennes

Omri, M.-A., 2002, 13 p. - **ART.72**

La relation conflictuelle entre actionnaires et dirigeants, au cœur des développements de la théorie d'agence, sera gérée en incitant le dirigeant à prendre les décisions conformes aux intérêts des actionnaires. L'objectif de cet article est de déterminer l'effet des différentes structures de propriété et surtout à dominante institutionnelle ou managériale sur la performance des entreprises tunisiennes et le comportement des dirigeants. L'article note la relation positive et significative entre les mécanismes internes de contrôle des investisseurs institutionnels tels que la structure de propriété et le conseil d'administration, et la performance de l'entreprise ainsi qu'une corrélation négative des investisseurs institutionnels avec la propriété des dirigeants.

Organisations

BIT

L'ouvrage

Changements dans le monde du travail

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, 2006, 84 p. - Cote H5.104

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20320

Cet ouvrage décrit dans une perspective globale, les principaux aspects de la transformation du travail. Il met en évidence les forces à l'œuvre dans le monde du travail, les modalités d'adaptation qui s'y opèrent et l'enjeu qui en découle pour ce qui est d'assurer à tous l'accès à un travail décent. Les bouleversements économiques et sociaux qui touchent tous les secteurs d'activité et tous les pays suscitent beaucoup d'incertitudes quant à l'avenir du travail. Certains se réjouissent de ces changements, y voyant la perspective d'un travail plus valorisant et plus satisfaisant et d'une vie meilleure. D'autres s'en inquiètent, estimant au contraire que leur avenir s'en trouve assombri.

Le rapport web

La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, 2006, 116 p. Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19857

Ce deuxième rapport global sur le travail des enfants, établi au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, dresse, pour la première fois, un tableau dynamique de la situation. Les nouvelles estimations présentées dans la première partie permettent d'évaluer les tendances mondiales et régionales. En 2004, 218 millions d'enfants étaient astreints à un travail, dont 126 millions à des travaux dangereux. C'est la région Amérique latine et Caraïbes qui affiche les progrès les plus remarquables : seuls 5 % des enfants sont aujourd'hui encore astreints à travailler. L'Afrique subsaharienne, où la croissance démographique, le VIH/SIDA et le travail des enfants atteignent des niveaux alarmants, se trouve en queue du

L'AGENDA

- 11-12 décembre 2006 - Institutions informelles et développement, Banque mondiale / Centre de Développement, Paris, France
- 12 décembre 2006 - Journée thématique : l'appui institutionnel, nouvelle priorité de la coopération décentralisée, Cités Unies, Paris, France
- 12-13 décembre 2006-Mobilizing Private Investment in Africa in Support of Development, NEPAD-OECD, Brazzaville, Congo
- 13-15 décembre 2006-Organe d'examen des politiques commerciales, OMC, Hong Kong, Chine
- 20-21 décembre 2006-Conseil général de l'OMC-OMC-Genève, Suisse

peloton. Les évolutions positives sont dues en grande partie aux normes de l'OIT. Dans de nombreuses régions, les ratifications progressent de manière encourageante.

L'article

Le BIT prône « d'ambitieuses réformes » pour l'inspection du travail

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2006, 2 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20329

Les 120 000 inspecteurs du travail dans le monde sont confrontés à d'immenses défis : prévenir 2,2 millions de maladies et d'accidents du travail mortels chaque année et contribuer à la lutte contre le VIH/Sida, le travail des enfants et le travail forcé. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail (BIT) a lancé un appel en faveur d'une stratégie internationale pour moderniser et renforcer l'inspection du travail. Au Canada, l'embauche de 200 nouveaux inspecteurs du travail par le gouvernement provincial de l'Ontario, au cours des deux dernières années, a produit de formidables résultats : 9 000 blessés de moins par an et des économies d'environ 45 millions de dollars canadiens dans les coûts d'indemnisation des travailleurs. « Cet exemple montre que renforcer l'inspection du travail, non seulement prévient les accidents et sauve des vies humaines mais bénéficie aussi à l'ensemble des acteurs impliqués », déclare Gerd Albracht, expert du BIT en matière d'inspection du travail.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Relationships for aid

Eyben, R., 2006, 188 p. - Cote R3.145

L'aide internationale n'est pas qu'une question d'argent. L'attention de la communauté internationale a été attirée ces dernières années, notamment avec la fixation par l'ONU des Objectifs du Millénaire, sur les questions de pauvreté et de l'aide au développement. Cependant un aspect de ces questions n'a pas été suffisamment pris en compte : celui de la qualité des relations qui déterminent le succès ou l'échec de l'aide au développement. Cet ouvrage explore les contradictions et les défis que comportent ces relations. Les organisations de développement international doivent combiner des jeux de pouvoir débridés et d'amnésie arrogante avec des efforts sérieux et innovants pour instaurer un monde véritablement démocratique, pour encourager l'apprentissage efficace et de renforcer la redevabilité. L'ouvrage explore les dernières tentatives faites par les agences de coopération pour apprendre comment construire des partenariats durables qui permettent le transfert de pouvoir à ceux qui sont au bout de la chaîne de l'aide.

Le rapport web

World Development Report 2007 : Development and the Next Generation

WORLD BANK, 2006, 366 p. - Cote BM.07-2

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20163

Le thème du Rapport sur le développement dans le monde 2007, porte, pour la première fois, sur le thème de la jeunesse, de 12 à 24 ans, et de la nécessité de sa prise en compte dans les politiques de développement. La transition du jeune âge à la vie adulte est analysée à travers trois critères permettant d'adopter des politiques favorables à la jeunesse : élargir les « opportunités » de choix possibles, fournir des « capacités » pour effectuer ces choix, et donner une « seconde chance » à ceux qui n'ont pas pu tirer parti des options offertes. Les Etats doivent, pour mobiliser les ressources économiques et politiques nécessaires à ces réformes, faire des efforts de coordination et d'intégration des politiques nationales, et améliorer l'évaluation.

L'AGENDA

- 5 décembre 2006 - « Global Programmes and the Paris Agenda », atelier organisé par le Comité d'aide au développement, le Centre de développement et la Banque mondiale dans le cadre du Forum mondial sur le développement, Paris, France
- 5-6 décembre 2006 - Réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement, Paris, France
- 7 décembre 2006 - Examen de l'aide des Etats-Unis, Comité d'aide au développement, Paris, France
- 7-8 décembre 2006 - « African Debt Management », premier Forum OCDE, Amsterdam, Pays-Bas
- 12-13 décembre 2006 - Séminaire Une autre coopération entre l'Europe et l'Afrique, Coopération Sud, Paris, France

L'article

Peuplement et monde réel : plaidoyer pour un nouveau paradigme de l'aide

Cour, J.-M., Stateco, n° 100, 2006, 11 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20135

L'aide publique au développement est en crise, et les initiatives récentes sont peu susceptibles de déboucher sur un véritable renouveau de l'approche de l'aide et sur une augmentation substantielle des moyens qui lui sont consacrés. Alors que l'essentiel du peuplement de la planète se met en place, à un rythme sans précédent dans l'histoire, gérer ce processus de peuplement, mieux que par le passé, devient une condition sine qua non du développement durable. C'est parce que les règles de l'économie mondiale ont été conçues par des pays où les problèmes de peuplement ne se posent plus qu'elles ne sont pas adaptées à la situation de nombreux pays en développement. Il est dès lors nécessaire de changer de paradigmes. Cette note propose une grille de lecture des problèmes et perspectives des pays en voie de développement dans laquelle le facteur peuplement occupe une place centrale. Cette grille de lecture qui illustre le cas de l'Afrique de l'Ouest, intègre les quatre dimensions que sont la dynamique démographique, l'occupation de l'espace, la transformation économique et l'ouverture au monde, la dynamique politique et sociale.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Histoire de l'assimilation : des « vieilles colonies françaises » aux départements d'outre-mer. La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIXe et XXe siècles)

Mam Lam Fouck, S., 2006, 25 p. - **Cote H8.072**

L'ouvrage analyse le discours et les pratiques politiques des « hommes de couleur » de la Guyane, de la Martinique, de la Guadeloupe qui luttèrent durant plus d'un demi-siècle (des années 1880 à 1946) afin d'obtenir ce qu'ils nommaient « l'assimilation », c'est-à-dire l'intégration de ces colonies au sein de la nation française. A leurs yeux, il s'agissait de décolonisation. Dans l'imaginaire des ancêtres des Guyanais, des Martiniquais et des Guadeloupéens, assimilation et décolonisation se mariaient alors sous l'égide des idées de progrès et de liberté.

Le rapport web

The Economics of Climate Change

Stern, N., 2006, 700 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20181

Ce rapport brasse un tableau très pessimiste de l'avenir de la planète. Il est le fruit d'une étude demandée en 2005 par le Premier ministre Tony Blair et le ministre des Finances Gordon Brown afin d'évaluer les conséquences économiques du réchauffement pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100. Le rapport conclut que si rien n'est mis en œuvre pour lutter contre le changement climatique, le monde pourrait connaître une crise économique de l'ampleur de celle de 1929. Pour combattre l'émission croissante des gaz à effets de serre et donc contenir une hausse des températures sur terre, il faudrait y consacrer aujourd'hui l'équivalent de 1% du PIB mondial, soit 270 milliards d'euros. Sinon, la somme à payer risque d'être entre 5 et 20 fois supérieure, jusqu'à atteindre 850 euros pour chacun des 6,5 milliards d'individus qui peuplent la planète. Nicholas Stern décrit les graves conséquences d'un réchauffement planétaire de l'ordre de trois degrés Celsius. Inondations, manque d'eau potable,

pénurie de récoltes, personnes déplacées par centaines de millions, dans l'incapacité de produire ou d'acheter des vivres... Selon lui, un sixième de la population mondiale se trouverait menacé.

L'article

Nanomonde entre science et fiction. Quelles visions du futur ?

Catellin, S., 2006, 10 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°20038

Depuis des siècles, les fictions scientifiques ont associé imagination et savoirs de leur temps pour anticiper les développements techniques et mettre en scène leurs conséquences sociales et politiques. Les nanotechnologies sont désormais au cœur de cette combinaison complexe entre sciences, techniques et imaginaire et cette combinaison concerne aussi bien les scientifiques que les écrivains de science fiction. Elle est aux sources de l'invention scientifique et de la réflexion sur les interactions entre science et société. Elle nourrit la formulation d'hypothèses sur le futur, où l'on découvre que les techniques de transformation de la matière que sont les nanotechnologies impliquent, comme toutes les sciences et techniques, des conceptions de l'humain et de son avenir. C'est pourquoi les pratiques, les projets et les idées scientifiques et techniques, qui peuvent être si bénéfiques ou si néfastes, doivent être l'objet de débats citoyens.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : **Tourisme, SIDA**

- GEOGRAPHIES : **Brésil, Cambodge**

- ORGANISATIONS : **Global Compact, OMS**

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagoflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Annie LOPEZ-PORTZERT, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43